

Etats-Unis, le général Grant, dans laquelle le chef du pouvoir exécutif de la république de Washington le félicite chaudement de sa résolution d'en finir avec les stipulations du traité de Paris dénoncées par la dépêche du prince Gortchakoff, et lui propose formellement l'appui de toute la flotte américaine en cas de conflit avec l'Angleterre. La lettre dit (c'est presque textuel) qu'au premier mot de la Russie toute la marine militaire des Etats-Unis se dirigera dans la Méditerranée et aidera les vaisseaux russes à forcer le passage des Dardanelles.

L'existence de la lettre du président Grant est connue du gouvernement anglais. C'est depuis lors surtout que le cabinet de St-James commence à se montrer plus facile sur le fond de la question soulevée par le cabinet de Saint-Petersbourg.

D'un autre côté, il commence ici à courir d'étranges rumeurs sur l'attitude véritable de la Russie. Je vous les transmets à titre de renseignement, sans pouvoir cependant cette fois, comme pour ce qui précède, vous les garantir en aucune manière. D'après ces bruits, la Turquie est fort disposée à nous laisser toute liberté d'action dans la mer Noire, le général Ignatieff étant parvenu à rassurer pleinement le Sultan sur les intentions pacifiques du gouvernement russe. L'ambassadeur turc près de notre cour, Rustem bey, de son côté, se montre exceptionnellement tranquille et rassuré. Il continue ses visites officielles de bienvenue à tous les membres de la famille impériale et se montre partout d'une courtoisie trop empressée pour être de mise chez le représentant d'un pays avec lequel nous serions à la veille d'entrer en lutte. Il ne faudrait point cependant trop s'y fier, car la dissimulation est une des vertus dont doit être pourvu un bon diplomate.

Pour ce qui est de la Prusse, elle paraît avoir été surprise par l'incident, au moins en ce qui est de l'époque choisie par le prince Gortchakoff pour faire sa déclaration. Il est constant que sur ce point M. de Bismark n'a pas été consulté. La chose avait été arrêtée en principe entre la Prusse et la Russie depuis le commencement de la guerre actuelle; mais dans l'idée du diplomate prussien, la Russie devait attendre la victoire définitive de la Prusse pour se déclarer libre de ses engagements. Tel n'était cependant point l'avis du chancelier russe. Se rappelant certaines conversations à Biarritz, au commencement de la guerre austro-prussienne, le prince Gortchakoff, après la capitulation de Metz, a trouvé préférable de mettre M. de Bismark en présence d'un fait accompli et a lancé sa déclaration, sans en prévenir le chancelier de la Confédération du Nord. On s'en est montré d'abord quelque peu irrité à Versailles; mais cet accès de mauvaise humeur semble s'être promptement dissipé.

Un télégramme de Londres, 26 novembre, annonce, contrairement à d'autres dépêches, que la réponse du prince Gortchakoff à la dépêche de lord Granville a été discutée, le 25, par les ministres anglais réunis en conseil.

Cette réponse est ferme, dit le correspondant de la feuille anglaise, mais elle ouvre la porte à un arrangement; il dépend de l'Angleterre d'en faire une question de paix ou de guerre. Les opinions du conseil sont partagées. Lord Granville aurait subordonné sa présence dans le cabinet à la condition que certains de ses collègues pacifiques tinsent compte de l'opinion publique, qui est toujours favorable au respect des traités.

Les dépêches parvenues directement en France assurent que le chancelier russe maintient la question dans les termes ou l'a posée sa note circulaire, et qu'il continue d'invoquer, pour justifier son attitude, les infractions qu'a subies le traité de 1856. Nous ne tarderons probablement pas à connaître le texte de ce nouveau document diplomatique.

D'après des dépêches prussiennes de source officielle, la Prusse a offert ses bons offices « en vue d'amener une solution pacifique ».

Le Bulletin officiel donne le rapport du général en chef de l'armée de la Loire sur la bataille de Coulmiers.

Le général d'Aurelles rend noblement justice à trois de ses compagnons d'armes. Il termine ainsi son rapport :

« Nos troupes d'infanterie de ligne et nos mobiles, qui voyaient le feu pour la première fois, ont été admirables d'entrain, d'aplomb et de solidité ».

« L'artillerie mérite de grands éloges, car, malgré des pertes sensibles, elle a dirigé son feu et manœuvré, sous une grêle de projectiles, avec une précision et une intrépidité remarquables ».

« Nos pertes, dans cette journée, ont été d'environ 1,500 hommes tués ou blessés ».

« Le colonel de Foulonge, du 31^e de marche, a été tué ».

« Le général de division Ressayer, commandant la cavalerie du 16^e corps, a été blessé par un éclat d'obus ».

« Je ne saurais trop vous dire, monsieur le ministre, combien j'ai eu à me louer de la vigueur que l'armée tout entière a montrée dans cette journée. Il serait trop long de citer tous les actes de courage et de dévouement qui me sont signalés. J'ai l'honneur de recommander à toute votre sollicitude les demandes de récompenses que je vous adresse, et qui sont toutes justifiées par des faits d'armes accomplis dans cette circonstance ».

UNE LETTRE DE M. GRÉVY.

Mont-sous-Vaudrey (Jura), 5 nov. 1870.

Monsieur le rédacteur en chef, L'Indépendance belge m'attribue une démarche auprès de M. Gambetta que je

n'ai point faite, et elle me prête, à cette occasion, sur M. de Bismark et sur la paix des discours que je n'ai point tenus.

Il est vrai, du reste, qu'avec presque tous mes amis politiques je déplore comme un grand malheur, et pour la défense du pays et pour l'établissement de la République, que la représentation nationale n'ait pas été convoquée le lendemain de la chute de l'empire, et que, pour des causes secondaires, elle ait été ajournée indéfiniment.

Je suis de ceux qui ont foi dans le principe républicain et qui ne croient pas que, en face des difficultés et des périls, il faille le voiler.

Je vous prie de confiance dans le gouvernement du pays par lui-même, je n'en ai point dans la dictature, et je ne reconnais qu'à la nation le droit de disposer de ses destinées.

Je vous prie de vouloir bien publier cette rectification, que j'ai adressée déjà aux journaux qui, comme le vôtre, ont reproduit en tout et partout l'article de l'Indépendance belge.

Agréz, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Jules GRÉVY.

L'effectif des armées prussiennes.

Nous trouvons dans le Journal de Genève les renseignements suivants sur les forces et les positions des armées allemandes en France à la date du 20 novembre :

« Les renseignements recueillis sur les forces ennemies et sur leur situation paraissent aujourd'hui assez complets ».

Le général de Tann est entre Orléans et Auneau (Eure-et-Loir) avec 15,000 hommes; le général Wittlich est entre Auneau et Etampes, avec 15,000 hommes aussi; le duc de Mecklenbourg est aux environs d'Etampes avec 35,000 hommes, et ses avant-postes sont entre Monville et Augerville; son aile gauche va à peu près jusqu'à Milly, où se trouve l'avant-garde du prince Frédéric-Charles, et où le prince lui-même a été signalé il y a trois jours. Le prince Frédéric-Charles a avec lui environ 70,000 hommes; il occupe le pays entre Milly, Nogent-sur-Seine, Troyes et Sens. Ses éclaireurs ont paru un moment à Pithiviers avant-hier.

« On voit que les forces opposées à l'armée de la Loire sont à peu près de 135,000 hommes ».

« Les forces prussiennes dans toute la France ont sensiblement diminué depuis le 2 septembre, quoiqu'il n'y ait pas eu de grande bataille depuis cette époque. Le nombre des combattants valides actuellement en France ne dépasse guère 350,000 hommes; sur ce nombre, 250,000 environ sont aux environs de Paris; 50,000 forment l'armée de Manteuffel qui marche sur le Nord et la Normandie; 130,000 sont chargés d'opérer contre notre armée de la Loire; 65,000 forment l'armée du général Werder, chargée d'opérer contre Lyon, et le reste, soit 50,000, est occupé aux sièges des petites places fortes. En somme, les 32 corps anciens de l'armée prussienne ont été fusionnés en 16 corps; il y a en outre 3 corps bavarois et 6 divisions de landwehr ».

Bataille d'Amiens.

Nous empruntons au Courrier du Pas-de-Calais l'intéressant article suivant : Arras, le 30 novembre.

Il est difficile, au milieu des récits contradictoires qui nous parviennent, de se faire une idée bien nette de la bataille qui s'est livrée, le dimanche 27 du courant, en avant d'Amiens.

Nous avons dû, avant d'essayer d'en rapporter les incidents, interroger un grand nombre de témoins oculaires, et chercher à coordonner les renseignements divers qu'ils nous fournissaient.

C'est un travail d'autant plus difficile, que nous n'avons pu saisir aucun lien, aucune idée d'ensemble, et qu'à vrai dire les événements militaires du 27, constituent bien plutôt une série d'engagements isolés et multiples, sur une vaste ligne d'opérations, que ce qu'on entend habituellement par une bataille rangée.

Le plan du général en chef ne se dégage par aucune manœuvre générale, et comme si l'âme eût fait défaut à ce corps, vaillant toutefois, il semble avoir été livré aux hasards de la force matérielle, et aux inspirations secondaires de chaque chef de brigade.

Cette situation s'explique, jusqu'à un certain point, par des circonstances indépendantes de la volonté des commandants actuels de l'armée du Nord.

Cette armée en formation n'avait ni des cadres réguliers, ni la connaissance d'elle-même.

Elle se composait de divisions et de brigades provisoires et créées, en quelque sorte sur le champ de bataille. Les généraux ne connaissaient ni leurs troupes, ni leurs officiers, ni les ressources réelles dont ils pouvaient disposer: les troupes ne connaissaient pas même le nom de leurs chefs.

C'est dans ces conditions d'infériorité que nous devions aborder une armée régulière, habilement dirigée, dont tous les mouvements sont calculés avec une précision mathématique, et qui a élevé l'art de la guerre à sa plus grande hauteur scientifique.

Nous avions, en outre, soit que les combats précédents nous l'eussent imposée, soit

que les manœuvres de l'ennemi nous aient contraints à l'accepter, une ligne d'opération trop étendue, et que ne servaient nullement certains accidents de terrain, notamment le cours de la Somme avec un de ses affluents et l'existence des marais qui l'avoisinent; devenant plutôt un obstacle qu'un secours pour nos opérations.

Quoiqu'il en soit, l'objectif des Prussiens étant la ville d'Amiens qui, par sa position stratégique, et comme tête de ligne ferrée, importait grandement à l'ennemi, la nécessité de la défendre énergiquement s'était imposée à l'armée du Nord.

Une série d'engagements préparatoires, tendant toujours à tourner nos positions, avait eu lieu précédemment, à Boves, à Villers-Bretonneux, à Dours et sur quelques autres points. Ces engagements avaient montré la solidité de nos jeunes troupes et prouvé aux Prussiens qu'un effort considérable était nécessaire pour en avoir raison.

Ils ont donc amené sur les lieux une armée importante dont la ligne d'opérations a tenu, dès l'abord, une étendue de 20 kilomètres environ.

Nous n'avions que 18 à 20,000 hommes à mettre en ligne.

Pour occuper un front aussi étendu, on a disséminé nos troupes en lignes peu profondes et renoncé à les faire soutenir par des réserves solides dont l'arrivée sur les points les plus faibles aurait rassuré le succès de la journée.

On paraît même n'avoir pas utilisé le peu de renforts dont on pouvait disposer, et si nous en croyons le renseignement qui nous parvient, nos deux escadrons de gendarmerie n'auraient pas donné, non plus que certains corps de franc-tireurs, dont les munitions ont été retenues par l'autorité municipale d'Amiens.

D'un autre côté, par des circonstances que nous n'avons pas à apprécier, les munitions ont fait défaut sur plusieurs points, et nous savons notamment que certaines batteries d'artillerie n'ont pas eu plus de 75 coups à tirer.

A toutes ces causes d'infériorité l'armée prussienne opposait le nombre d'abord, des réserves importantes qui, mandées soit de Reims, soit de Paris, ont élevé ses contingents à plus de 50,000 hommes; une artillerie supérieure par le nombre, et bien approvisionnée; enfin, des dispositions d'ensemble et un plan méthodique qui nous faisaient défaut.

Et cependant, sans quelques défaillances qu'il faut attribuer bien plus à l'absence de direction suffisante qu'au manque de courage, notre petite armée a vaillamment soutenu le choc de l'ennemi.

Sur plusieurs points et notamment à l'aile gauche, qui s'appuyait sur Villers-Bretonneux, le succès de la journée se dessinait fort nettement en notre faveur, et fut resté décisif si les munitions n'avaient manqué.

Sur plusieurs autres points nos corps conservaient leurs positions et les tenaient encore, lorsqu'à leur grande surprise l'ordre de la retraite fut donné.

Il faudrait, pour avoir une idée complète de la bataille, consacrer un article spécial à chacun des corps qui ont été mentionnés ci-dessus.

On comprendra que nous ne puissions aborder un semblable travail.

Nous devons dire d'une façon générale que si quelques compagnies de mobiles n'ont pas suffisamment tenu, d'autres qui se trouvaient encadrées et peut-être mieux commandées, ont rivalisé de courage avec l'infanterie de ligne, presque entièrement composée de recrues, mais qui s'est comportée au feu comme les vieilles troupes.

Parmi celles-ci la première place revient aux marins qui, comme artilleurs et comme fusiliers ont rendu les plus grands services et ont montré une héroïque bravoure.

Malheureusement des pertes considérables ont signalé dans ce corps. Les chefs des deux compagnies du bataillon de Brest, qui ont pris part au combat, dans les environs de Dury, ont été, l'un, le lieutenant de vaisseau Meunier, tué; l'autre, le lieutenant de vaisseau Bertrand, assez grièvement blessé. On signale en outre la mort de 15 hommes et beaucoup de blessés.

Plusieurs officiers supérieurs sont tombés sur le champ de bataille. On signale le chef d'un bataillon de chasseurs qui a été plus que décimé en faisant héroïquement son devoir, un chef de bataillon de la mobile du Nord et un grand nombre d'officiers.

Cependant, en général, nos pertes ne sont pas aussi considérables qu'on aurait pu le craindre.

Bien que plusieurs de leurs régiments fussent armés de chassepots qu'ils nous ont pris, les Prussiens ont beaucoup souffert.

Leur artillerie, grâce à l'humidité du sol, ne produisait pas tout son effet, et leur tir, malgré l'emploi odieux de balles explosives, qui nous a été garanti par cinq officiers du 65^e de ligne, ne portait heureusement pas très-juste.

Il en résulte que les pertes de l'ennemi doivent être infiniment plus considérables que les nôtres, et beaucoup de soldats, en présence d'une telle situation, ont eu peine à se persuader qu'ils ont été battus.

Cependant l'ordre de la retraite a dû les en convaincre.

Partout où les militaires ont été laissés à leur libre inspiration elle s'est opérée sur Amiens, et tous restaient convaincus que la lutte recommencerait le lendemain avec les renforts appelés de divers côtés.

Nous ne connaissons pas et nous ne pouvons apprécier les considérations qui ont déterminé le conseil de guerre tenu, pendant la nuit à Amiens, à cesser la défense de la ville. On assure que le préfet l'avait quitté dans la soirée.

Il est probable que l'ennemi avait fait des progrès et pris des positions avantageuses, depuis le repliement de nos troupes, et que le pays sera initié à la reconnaissance des causes qui ont déterminé le mouvement général de retraite ordonné à notre armée du Nord.

Cette retraite paraît, comme la bataille elle-même, avoir été livrée à l'initiative individuelle.

Les corps se sont dirigés par des voies diverses, souvent fractonnés, rarement avec

tout leur effectif. Là encore l'esprit d'ensemble et la direction ne se sont pas suffisamment accusés.

Mais quelles que soient les fatigues de la lutte et des marches forcées, qu'ils ont dû subir, nos soldats arrivaient hier en très-grand nombre dans notre ville, où, si quelques corps ont eu à se plaindre de la rudesse de certains agents municipaux, ils ont trouvé dans la population l'accueil le plus sympathique.

Nous n'avons pas à rechercher ni à faire connaître les vues ultérieures de l'autorité militaire. Mais il convient que nous protestions contre les conseils de certains journaux de Lille, qui, faisant bon marché de tout le reste de notre territoire, demandent la concentration immédiate dans cette ville des forces, nous le répétons, peu entamées, qui constituent l'armée du Nord.

Nous pensons, au contraire, que si l'ennemi s'avance sur nous, le terrain doit être défendu et disputé pied à pied et que nos lignes doivent se reformer en avant des places fortes qui leur serviront de base d'opération et qui résisteront ainsi plus efficacement.

Nous ne croyons pas que les Prussiens aient sérieusement inquiété nos derrières dans la retraite qui vient de s'accomplir, bien qu'on nous ait affirmé qu'ils ont poursuivi certaines troupes jusqu'à mi-chemin de Doullens.

Mais l'ennemi a devant lui plusieurs voies ouvertes et il pourrait se faire que si son dessein était d'investir nos contrées, il arrivât par un des points les moins soupçonnés.

Il importe donc qu'un système complet d'éclairage par grand'garde soit établi à une certaine distance et que tous les points stratégiques restent occupés par des contingents suffisants.

La ligne d'Amiens est assurément une grande perte pour l'armée française, et il serait indigne d'esprits sérieux de contester la gravité des conséquences qu'elle comporte. Mais il résulte aussi de la bataille qui vient de se livrer que nous avons des éléments sérieux de résistance, et que du jour où l'on en saura par une organisation complète et régulière tirer tout le parti possible, l'armée du Nord apportera dans la lutte un contingent respectable et qui saura se faire respecter.

Espérons donc que si elle a perdu Amiens, cette armée saura en rétrécissant le cercle de ses opérations, couvrir efficacement le reste de notre territoire et nous préserver des humiliations et des malheurs dont nous menace l'occupation ennemie.

Nos troupes trouveront dans nos places fortes, et notamment à Arras, un esprit de dévouement et de patriotisme, qui saura s'élever à la hauteur de toutes les circonstances.

INFORMATIONS ET NOUVELLES

La Belgique songe à renforcer son armée d'observation. Tous les bourgmestres des villages situés sur la frontière française ont l'ordre de faire connaître au département de la guerre le nombre de soldats qu'ils pourraient loger chez les habitants, dans la prévision de faits de guerre dans le département du Nord.

Un fait que l'on cite : Dans les Vosges, deux francs-tireurs ont été pendus par les Prussiens. Trois jours après, dix-sept cadavres prussiens étaient suspendus à des arbres voisins. Un régiment fut envoyé à la recherche des coupables; il n'en revint que 40 hommes, l'officier qui les commandait pleurait de douleur en rentrant à Strasbourg.

Un neveu de M. de Bismark, prisonnier et blessé, doit subir demain l'amputation d'une jambe.

On nous communique quelques détails sur le départ du maréchal pour Wiesbaden que nous avons déjà annoncé. Dimanche dernier, dès le matin, arrivèrent à Pourru-aux-Bois, où le maréchal se trouvait depuis la bataille de Sedan, quelques centaines de soldats prussiens avec leurs officiers.

Une heure après, arrivait une voiture dans laquelle se trouvait un officier supérieur, et qu'accompagnait deux soldats ayant leurs armes chargées. Cet officier apportait au maréchal l'autorisation du Roi de partir pour Wiesbaden à petites journées, sans autre engagement écrit que celui de se présenter le 1^{er} décembre aux autorités de cette ville.

Quant à l'état-major du maréchal, on exigea de chacun des officiers, avant d'autoriser leur départ, qu'il adhérerait à la capitulation de Sedan. Tous, à l'unanimité refusèrent. On leur demanda alors leur parole, qu'ils donnèrent, de se présenter mardi dernier à l'autorité prussienne, pour être de la transportés sous escorte en Allemagne comme prisonniers de guerre.

Ce jour-là même, mardi à deux heures, le maréchal Mac-Mahon repartit de Liège pour Wiesbaden. Une foule énorme se pressait à la gare et donna au moment du départ des signes non équivoques de la plus vive sympathie.

(Indépendance).

Un témoin oculaire nous communique les détails suivants sur le bombardement et la capitulation de Thionville :

« Le bombardement de Thionville a commencé le mardi 22 novembre, à six heures et demie du matin, et a fini le jeudi vers midi. En vain les personnages les plus influents du pays et la commission de défense avaient-ils supplié les généraux prussiens de laisser sortir les femmes et les enfants. Ils ont répondu que cela n'était conforme ni à leurs ordres, ni à leur système d'attaque. La moitié des maisons de la ville a été détruite; plusieurs rues, presque tous les bâtiments publics, la sous-préfecture, le tribunal, le célèbre manège de cavalerie ne sont plus que des monceaux de ruines. Quand le feu prenait sur un point, les bombes prussiennes étaient lancées avec acharnement de ce côté pour activer et propager l'incendie. Les femmes et

les enfants réfugiés dans les caves, étaient menacés d'y être étouffés par l'écrasement des maisons; les hommes étaient aux remparts ou cherchaient à éteindre les incendies.

Au dernier moment, quand le colonel commandant la place, cédant aux déchirantes supplications des habitants, eut accepté la capitulation, quelques gardes mobiles ont voulu faire sauter les poudrières et ce qui restait encore de la ville; les autorités eurent grand peine à les arrêter dans cet acte de désespoir.

Vendredi, à onze heures du matin, les régiments prussiens et les généraux firent leur entrée triomphale, musique en tête, au milieu des ruines de Thionville. Les remparts étaient intacts ».

Combat du Bouvet contre le Météore.

La Gazette universelle allemande, de Leipzig, reçoit de Londres les détails suivants sur le combat naval entre la canonnière nord-allemande le Météore, et le croiseur français le Bouvet, près de la Havane :

« Le croiseur français, armé de 5 canons, stationnait devant la Havane. Le Météore, canonnière armée de 3 pièces, vint du golfe de Mexico, entra le 1^{er} novembre dans le port, probablement pour prendre du charbon, le capitaine, parfaitement instruit de la présence du navire français, envoya un cartel au commandant de ce dernier; au lieu de l'accepter immédiatement, le commandant français quitta la place où les navires de guerre étrangers doivent jeter l'ancre, et passa à gauche, derrière le grand fort qui défend l'entrée de la baie, pour se diriger vers le fond du port, où se trouve le dépôt français de charbon, situé au pied d'un second fort; il semblait vouloir charger du combustible. Le commandant prussien lui envoya, le 4 novembre, un second défi, et immédiatement après le navire allemand quitta d'une façon très ostensible le port ».

« Le 9 novembre, seulement, le Bouvet le quitta à son tour pour accepter le combat. A peine sorti des eaux neutres, il fut attaqué par le Météore ».

« La lutte dura une heure. Le Bouvet eut ses agrès brisés et fut atteint de cinq boulets dans le corps du navire. Les graves avaries qui en résultèrent l'obligèrent à retourner vers le port protecteur ».

« Le Météore, qui était resté presque intact jusqu'à la fin du combat, fut atteint au dernier moment de deux coups; un boulet brisa son hélice, ce qui le mit dans l'impossibilité de poursuivre assez vite le Bouvet dont la machine était intacte ».

« Le Bouvet eut le temps de trouver un refuge dans le port, ce qui lui aurait été impossible si le navire allemand, au lieu de l'attaquer au sortir même du port, l'avait attiré plus loin en mer ».

« Le Météore est aussi retourné à la Havane pour réparer ses avaries, et pour recommencer le duel, cette fois probablement avec un succès plus complet encore ».

« La perte en morts et blessés est très-minime, la lutte ayant été seulement un combat d'artillerie, et le navire allemand ayant eu, d'après ce que l'on croit, l'intention de couler son adversaire par des coups portés tout près de la ligne de flottaison ».

Chronique locale & départementale

La station de Corbehem est ouverte à partir d'aujourd'hui 1^{er} décembre, au service des voyageurs et de la grande vitesse.

La compagnie du Nord vient de publier le tarif de ses transports. Le public est admis à en prendre connaissance dans toutes les gares et stations.

Les dépêches d'Arras et autres circonscriptions du Pas-de-Calais, sont arrivées à Lille ce matin. Les éclaireurs qui remontent jusqu'à trois ou quatre lieues d'Amiens n'ont signalé, jusqu'à ce matin, aucun mouvement des Prussiens vers le chef-lieu, ni d'apparition d'aucun uhlans.

Il en est de même de Cambrai, d'Avonnes et autres arrondissements du Nord.

Arras a logé depuis quelques jours près de 15,000 hommes. Les établissements publics en ont reçu plus de 400. Les Orphéonistes en ont recueilli une centaine dans leur salle. Nous devons ajouter que les habitants n'ont reculé devant aucun sacrifice pour prouver leur sympathie à nos braves soldats.

On a arrêté hier, près de Febvin-Palfart, un étranger fortement soupçonné d'espionnage pour le compte des Prussiens.

Amené à St-Omer, il a été trouvé porteur d'une somme de 12,000 fr. et n'a pu exposer le motif de sa présence à l'endroit où il a été arrêté. — Il se dit Belge.

Interrogé par M. le procureur de la république, cet individu a été immédiatement dirigé sur Lille où il aura à s'expliquer probablement devant le conseil de guerre.

Au marché au blé d'hier, il y a eu une baisse de 1 fr. 40 centimes.

Le 17 novembre, vers le soir, le nommé Leclercq, cultivateur à Carvin, a été victime d'un guet-apens. Il se trouvait sur la route d'Estaires à Lens, au lieu dit le Tourne-Bride, quant un individu, qu'il n'avait pas aperçu, s'élança à la